



La Commune



Aux camarades NPA d'Aquitaine

Régionales : le débat dans le NPA

CONSULTATION ELECTIONS REGIONALES

Ce texte intervient après le Compte Rendu (joint ci-dessous) de la réunion unitaire du 23 décembre.

1- Il fait suite à notre déclaration du 20-12-2009. Par rapport à l'accord issu de la réunion unitaire du 17 décembre, elle critiquait en particulier le vide sur les questions de programme et de lutte, ainsi que le positionnement sur la participation aux exécutifs. Elle y opposait une campagne du NPA sur la base de son programme d'urgence. 23 camarades ont signé cette déclaration.

2- Aujourd'hui, il s'agit de se prononcer de plus sur le compte-rendu de la réunion unitaire du 23 décembre. Disons-le tout net : ce compte rendu est en deçà des principes fondateurs du NPA et tout particulièrement du plan d'urgence. Il ne fait que confirmer nos craintes.

Quelques exemples :

- Il n'y a aucun élément supplémentaire sur le programme national puisque seuls sont détaillés des points du programme régional. On ne peut qu'être en accord avec certains points mentionnés comme " arrêt des subventions aux entreprises privées ", " le SMIC à 1500 euros nets pour les employés de la région " ... Mais peut-on sérieusement faire croire que le PCF et le PG vont prendre en compte de telles revendications alors que le PS, qu'ils s'apprêtent à rejoindre au second tour dans les exécutifs, a voté le budget 2009 de la Région Aquitaine qui consacre 183 millions d'euros au "soutien de l'économie régionale", sommes qui se répartissent entre 2 000 entreprises privées environ dont une des mieux dotées est Turboméca (2,5 millions d'euros cette année et un demi million l'an prochain) ? Est-ce pourquoi, dans le courrier envoyé le 26/12 à PC, PG, etc....., le secrétariat régional nuance cette revendication en parlant de " prêts conditionnés...aux PME " ?!

Idem pour le SMIC à 1 500 euros nets pour les employés de la Région. Le compte-rendu nous dit que le PCF considère qu'on doit " tenir compte du budget de la Région, voir si c'est possible... ". Avec un tel argument, autant dire tout de suite que rien n'est possible puisque les régions gèrent toutes la pénurie et sont face au désengagement de l'Etat dans tous les domaines. Devra-t-on donc encore renoncer à notre revendication en changeant "nets" par "bruts" ou en baissant cette revendication pour parvenir à tout prix à un accord ? S'agissant de la question majeure des services publics, on lit dans ce même courrier " revendication de l'arrêt des subventions publiques aux établissements scolaires privés avec réduction immédiate des subventions régionales au strict minimum légal aujourd'hui". C'est dans les faits l'acceptation des Lois Debré-Guermeur et Carle (cette dernière de septembre 2009) qui obligent "légalement" les communes et collectivités à subventionner l'enseignement privé et confessionnel. Sur ce sujet, mentionnons que, lors du conseil municipal du 14 décembre dernier à Pau, (une semaine avant la réunion unitaire...) la majorité municipale PC-PS a voté une délibération visant à céder gratuitement un terrain municipal d'une valeur de 353 000 euros à une école privée d'ingénieurs. l'un des élus PCF à voter cette délibération n'est autre que O.Dartigolles, porte-parole national du PCF... Nous sommes loin de notre revendication "arrêt de subventions publiques à l'enseignement privé" ! Devons-nous y renoncer pour l'unité à tout prix? Le prix à payer est cher.

Toujours sur les services publics, il n'y a que des formules vagues et trop générales alors que nous devons demander clairement au PCF et au PG de se prononcer sur : "Refus de la mise en place des Agences postales communales, non aux fermetures de maternités de proximité, d'hôpitaux, qu'ils soient régionaux ou intercommunaux, non aux fermetures des tribunaux, des gares etc.... " Enfin, nous pensons qu'il faut ajouter deux revendications concernant les sans-papiers : d'une part la fermeture des deux centres de rétention d'Aquitaine (l'un en Gironde, l'autre à Hendaye), d'autre part la régularisation de tous les sans papiers.

- Quant aux deux autres points, intitulé de la liste et structure de la liste, ils donnent lieu à des développements à notre avis prématurés. En premier lieu, il s'agit de savoir si l'accord est possible sur le programme!

- Notons que l'impasse est faite sur la dimension nécessairement nationale des revendications comme " l'interdiction des licenciements ", " retour aux 37,5 annuités retraite " dont l'importance est à notre avis fondamentale dans la période actuelle.

Les comités NPA d'Aquitaine sont appelés à se prononcer " sur la poursuite des négociations en vue d'aboutir à une liste unitaire commune ou estimer que les bases politiques ne sont pas réunies et que nous ne partons pas aux élections avec le FdG élargi "

Pour notre part, nous constatons que ces bases de discussion sont également en deçà de la déclaration majoritaire au dernier CPN du 13 décembre. Et... elles sont soumises au feu vert du FdG et donc à d'éventuelles nouvelles négociations sur lesquelles les militant(e)s de base du NPA n'auront plus prise.

Il aurait fallu partir du programme et des points fondamentaux que le NPA entend mettre en avant pour ces élections, en accord avec son positionnement quotidien dans les luttes. Au lieu de cela, ces discussions mettent au premier plan l'unité (avec des partenaires comme le PCF et le PG, dont les objectifs ne sont pas les nôtres !) et, en conséquence, le programme est soumis aux aléas des " négociations " et devient méconnaissable.

Au bilan, deux issues sont possibles : soit les négociations aboutiront, sur un terrain qui n'aura rien à voir avec celui du NPA ; soit l'accord se révélera impossible (le plus probable, car le PCF n'en veut pas, malgré tous nos compromis) et c'est le NPA qui apparaîtra publiquement comme diviseur (puisqu'il partira seul aux élections et que l' "unité " aura été réalisé autour du FdG).

Des camarades étaient convaincus de l'erreur politique de cette démarche unitaire prolongée envers des organisations qui ne partagent ni notre programme d'urgence, ni le " Tous Ensemble " que nous voulons construire. D'autres estimaient qu'elle était nécessaire mais se posent aujourd'hui des questions sur nos glissements successifs. D'autres enfin hésitent à donner leur aval à un processus de discussions qui devra continuer et qu'ils ne pourront plus maîtriser. Le secrétariat régional lui-même écrit, en conclusion de la partie programme, que " l'objectif est de s'entendre rapidement sur la base minimale commune. Nous n'avons pas d'engagement au niveau du délai. Le programme ne semble pas une préoccupation majeure de nos interlocuteurs pour arriver à un accord. " Question simple: où allons -nous?!

Nous devons être majoritaires pour dire :

• **STOP à des discussions-négociations sur des bases toujours plus floues, toujours plus éloignées de ce que nous sommes en tant que NPA!**

Nous devons être majoritaires pour nous prononcer en faveur de la seule possibilité aujourd'hui :

• **une campagne du NPA sur la base de son programme d'urgence, en lien avec les luttes**

Nous proposons aux camarades en accord avec la logique politique de ce texte de le défendre dans les consultations qui vont avoir lieu

Nous demandons qu'il soit lu dans les réunions où il n'y aura pas de camarade pour le présenter.

Le 3 janvier 2010

Claude (comité Anglet-64 / larrieu.claude@orange.fr)

Gérard (comité Anglet - 64 / gerard.eder@club-internet.fr)

Marc (comité Mauléon Soule - 64 / corinne.leroy@0252orange.fr)

Pedro (comité Mauléon Soule - 64 / pedro.carrasquedo@luxinet.fr)

Fabrice (comité Oloron - 64 / fabsab1@free.fr)

Francis (comité Oloron - 64 / vivigranier@orange.fr)

Laurence (comité Pau Centre - 64 / laurence.espinosa@wanadoo.fr)

Didier (comité Villeneuve Fumel - 47 / leobre47@orange.fr)

Réunion unitaire du mercredi 23 décembre

(Local NPA 33)

Compte rendu

24 militants présents :

NPA (7) : 24, 33, 47, 64 PCF (6) : 24, 33, 40, 47, Région ; PG (4) : 33 ; GU (3) : 33 FASE (4) : 24, 33

Ordre du jour proposé par le NPA

1- Intitulé de la liste

2 - Le programme

3 - La structure de la liste (répartition des candidats, la question de l'entre deux tours)

Ordre du jour accepté par l'ensemble des participants

1 - Intitulé de la liste Nous avons rappelé notre impossibilité de faire campagne pour la région Aquitaine avec le nom " Ensemble pour un Aquitaine ... " qui est le nom générique des listes du Front de Gauche élargi. Nous ne rejoignons pas le FDG mais entrons dans un autre processus plus large. Parce que nous créons un cadre unitaire différent, le nom de la liste doit changer. Le NPA ne peut pas être au niveau national dans des listes concurrentes. S'en est suivi un débat plutôt long.

Position du PCF : Il rappelle le cadre national dicté par un accord signé par les composantes du FDG et par la FASE. Il regrette que le NPA ait quitté la discussion au niveau national. Il demande si le NPA rejoint le cadre du FDG élargi. Explication de texte sur la définition de " front de gauche élargi ", de leur démarche unitaire. Les militants PC ont voté pour le cadre national FDG et si on change de cadre, alors il faudrait reconsulter les militants, ce qui sera difficile. Le changement de nom pose problème. Interventions différentes, certains acceptent l'idée de pouvoir changer de nom, d'autres non. Ils rappellent que la campagne doit démarrer rapidement. Réunion du FDG le 4 janvier, meeting régional à Bordeaux le 23 janvier. Au final, le PC prend acte de notre demande et va y réfléchir. Une discussion est nécessaire au sein du FDG, ce sera discuté lors de leur rencontre du 4 janvier.

Position PG : Réaction moins réticente des représentants PG. D'abord, ils affichent leur satisfaction des efforts faits par le NPA pour trouver un accord. Prennent acte de l'ouverture du NPA. l'intitulé ne doit pas bloquer. Le plus important c'est l'élan unitaire. Il peut y avoir une spécificité aquitaine, ok avec l'idée de changer même si c'est normal que les listes FDG portent le même nom partout car c'est la même démarche. Position plus nuancée, volonté de ne pas bloquer.

Position GU : Pas d'intervention. Juste à la fin pour dire ok pour trouver un nom qui satisfasse tout le monde.

Position FASE : Se pose la question sur le cadre du FDG élargi. Même si la FASE a signé le texte national, pour eux, il ne peut être question de cadre national car le PC a 5 régions hors FDG. La question est " est-ce qu'on veut construire quelque chose ensemble " ? On a la chance de pouvoir réaliser en Aquitaine une expérience originale. Faut franchir un pas. Faut trouver un intitulé. Démarche du NPA est appréciée.

2 - Le programme Nous avons proposé une base programmatique minimale qui comporte 6 axes. Services publics (éducation, santé, transports), emploi - salaires (précarité, revenu minimum ...), utilisation des fonds publics (subventions au privé, politique industrielle), environnement - écologie (ligne LGV, ferroutage, autoroute / relocalisation productions agricoles et services), reconnaissance des langues régionales, démocratie (citoyenneté, décisions de la population, rôle des élus, vote immigrés ...). Pas de propositions des autres organisations.

Position PC : Ils ne sont pas venus pour discuter du programme. Pas possible de débattre sérieusement de ces questions ce soir. Ils ont plusieurs désaccords avec nos propositions. Pas ok pour s'opposer à la LGV, c'est complexe, au sein du PC il y a plusieurs positions. Pas complètement ok sur la formation ou sur les subventions. Globalement, il faut faire attention à comment les choses sont dites. Il faut rassembler les électeurs et donc ne pas simplifier les choses. D'un autre côté, ils disent qu'il faut être concret, nécessité de préciser les propositions. Ils sont revenus souvent sur la question de ce qui relève des compétences de la région ou pas (national, municipal), voulant les distinguer, et donc nous reprochant d'aborder n'importe quoi n'importe comment. Par exemple, nos revendications doivent tenir compte du budget de la région, voir si c'est possible d'exiger les 1500 euros minimum pour les employés de la Région. Ils demandent notre proposition par écrit (que nous allons leur envoyer, voir document joint) pour qu'ils en discutent entre eux. Résultats, ils ont été flous sur ce sujet. Ils ont parlé d'atelier (de " collectif ") mis en place pour élaborer le programme y compris durant la campagne, co-élaboration avec la population pendant la campagne.

Position PG : Il est difficile de décider. Il faut une méthode de travail. Voir ce qui fait accord et ce qui est essentiel. Peu intervenus la dessus. Ils n'avaient pas non plus de propositions.

Position GU : ok pour parler des salaires, d'une revenu minimal décent, de la précarité, pour dénoncer les privatisations (exemple des prisons), pour défendre l'idée d'un service public du pôle emploi, ils ont parlé hypothèque de l'outil de travail au sujet des aides publiques aux entreprises. Accord aussi pour s'opposer à la LGV et sur un grand nombre de points que nous avons énoncés.

Position FASE : Pas sûrs qu'il faille d'un programme détaillé. Est-ce que cela rassemblera, cela peut être renvoyé à plus tard. Il faut plutôt un cadre politique général, mettre la question de la crise au centre et faire le lien avec le régional. Faut mettre en place une base de travail, faire des ateliers pour finaliser fin janvier par exemple.

Conclusion = notre proposition sera envoyée aux organisations pour discussion dans l'objectif de s'entendre rapidement sur la base minimal commune. Nous n'avons pas d'engagement au niveau du délai. Le programme ne semble pas une préoccupation majeure de nos interlocuteurs pour arriver à un accord.

3 - La structure des listes Nous avons proposé une discussion sur la construction de la liste. Répartition des candidats et têtes de liste en tenant compte des résultats des Européennes (60 % pour le FDG élargi, 40 % pour le NPA). Nous proposons que, la tête de liste étant laissée au FDG, nous ayons deux têtes de liste départementale (33 et 64). Aucune autre proposition de la part des organisations présentes. Nous avons aussi posé le problème de la solidarité de liste au sujet de l'entre deux tour et de l'éventualité d'une fusion technique. Etant donné la volonté affichée du PS, au travers des propos de Rousset à la presse, de refuser au second tour toute fusion technique à des candidats NPA, quelle sera l'attitude de nos interlocuteurs ? Proposition accueillie fraîchement du côté PC-PG.

Position PC : Proposition plus que discutable. NPA trop exigeant. Le PC plaisante (!?) sur un accord au sein du FdG : les cinq têtes de listes départementales au PCF en échange de la tête de liste régionale laissée au PG. La représentativité peut aussi se discuter en fonction du nombre de militants, en fonction de l'efficacité des têtes de listes (personnalités du mouvement social). Le PC parle de fusion politique au second tour. Désaccords qui apparaissent au sein du FDG à ce sujet, en tout pas c'est loin d'être clair. Sur la question du second tour, de la fusion et de la solidarité de liste, le PC ne répond pas. Il pose alors le problème de l'engagement financier de chacun car les exigences doivent s'accompagner d'une répartition financière identique surtout si la liste à moins de 5 % (et donc pas de remboursement des frais de campagne).

Position PG : Pas ok avec la proposition du NPA (demande des 33 et 64) car ce sont les départements les plus peuplés. Sur le deuxième tour, ils sont pour une solidarité de liste. Ils reconnaissent que le PS ne voudra pas du NPA. Pour une fusion technique, pour eux, c'est acté depuis juin 2009. Pas question d'un d'accord politique avec le PS.

Position GU : demande une tête de liste départementale et la 4ième place sur la liste de Gironde.

Position FASE : Satisfait de voir la discussion sur les listes avoir lieu, c'est la première fois que c'est abordé avec leurs alliés du Front de gauche. Trouve la proposition NPA normale. Il faut effectivement étudier le placement des candidats, examiner l'efficacité politique et voir les projections en élus. Critique le PC sur ses annonces et ses prétentions au sujet des têtes de liste.

Conclusion = notre proposition sera donc étudiée sans qu'il y ait eu de contre proposition lors de la réunion. Nous avons demandé une réponse rapide étant donné les dates butoirs du calendrier : tout début janvier pour permettre la consultation des comités du NPA avec un maximum d'informations avant le 9 janvier et le 10 janvier dernier délai pour le dépôt des noms du mandataire financier et de la tête de liste régional. Le PC a pris ça pour un ultimatum. En fait, ils devraient se décider lors de la réunion FDG du 4 janvier. Ils nous répondront à la suite de cette réunion. Il est à noter que le FDG n'a fait aucune proposition sur tous les sujets abordés ; ils sont restés très vagues. Le PC s'est dit surpris que le NPA soit encore dans le processus unitaire. Mais disant aussi que la réunion a été très utile, " on sait maintenant ce que veut le NPA ". Proposition a été faite aussi par le NPA 24 de mettre en place rapidement des " commissions de travail " pour élaborer, notamment, le programme " commun ". A part la FASE, personne n'a répondu positivement. Le FDG rappelant qu'une réponse sera donnée à l'issue de leur réunion du 4 janvier et pas avant (cf. précisions ci-dessous).

Consultation des comités NPA Sur la base de ce compte rendu et des informations que doivent nous faire parvenir nos interlocuteurs du FDG " élargie " après leur réunion du 4 janvier, les comités NPA d'Aquitaine devront se prononcer sur la poursuite des négociations en vue d'aboutir à une liste unitaire commune ou estimer que les bases politiques ne sont pas réunies et que nous ne partons pas aux élections avec le FDG " élargie ". Cette consultation devra avoir lieu au plus tard avant le samedi 9 janvier à midi afin que la Coordination Régionale NPA du 9 janvier prenne en compte la volonté majoritaire des militant NPA d'Aquitaine.

La Coordination Régionale NPA du 9 janvier aura lieu au local du NPA 33 à Bordeaux de 14H à 18H.

A l'issue de cette coordination, un comité de campagne régionale sera nommé afin de mettre en place la suite de la campagne en fonction du vote majoritaire des militants (soit " avec le FDG ", soit " seul "). La Coordination Régionale du NPA d'Aquitaine.

Je souhaite qu'il soit porté à la connaissance des camarades que j'ai proposé lors de la rencontre des délégations départementales NPA (avant la réunion unitaire) que soit mis en place immédiatement un collectif de campagne (ou comité de pilotage) NPA Aquitaine chargé de mener les négociations jusqu'au bout et de mener ensuite au niveau régional la campagne (unitaire ou pas) du NPA. J'ai proposé qu'il soit représentatif des départements et des sensibilités sur la base du vote national (ce qui pourrait donner 4 A, 3 C et 2 B). Cette proposition n'a pas été retenue mais sera peut-être validée le 9 janvier. Ce refus (provisoire je l'espère) nous prive d'un outil efficace et reconnu par tout le NPA. Par ailleurs, lors de la réunion unitaire, j'ai proposé que des commissions de travail unitaires se réunissent au plus vite pour proposer à l'ensemble des organisations les compromis possibles sur le nom de la liste, le programme et la composition des listes débouchant sur un projet d'accord qui serait validé ou pas par le NPA et les autres selon les modalités retenues par chaque parti. Là aussi ça n'a pas été retenu. C'est pour moi le signe, qu'au-delà de la responsabilité première du PC dans le sentiment d'échec qui sort de la réunion du 23, nous ne nous sommes pas donnés, du côté du NPA, tous les moyens de mettre nos partenaires devant leurs responsabilités et que nous leur avons, trop complaisamment à mon sens, ouvert la porte de sortie du 99 rue Camille Sauvageau...

Jean Paul Valette (NPA Dordogne)

Commentaires (résumés) d'autres camarades : Le compte-rendu se conclut sur la nécessité, comme plusieurs camarades l'ont proposé, de mettre un comité de campagne en place dès le 9 janvier. Mais il ne faut pas attendre le 9 janvier pour en parler. Dès maintenant, tous les comités NPA doivent pouvoir s'impliquer à leur niveau dans la constitution de cette structure régionale qui se fera dès la première semaine de janvier. Par contre, c'est la proposition de Jean-Paul de mettre en place un tel comité entre Noël et le Nouvel An qui a été majoritairement refusée, lors de la Coordination régionale comme au cours de la réunion unitaire, pour au moins trois raisons principales.

1 - Mettre sur pied un tel comité régional mercredi dernier, alors que cela n'a pas été discuté dans les comités, rendait discutable, et c'est un euphémisme, la légitimité des négociations menées par ses membres.

2 - Il y a désaccord, ou débat, sur le mode de désignation des membres d'un comité de campagne, notamment sur la pertinence ou non du maintien des positions A, B et C qui, pour certains, ne sont pas des courants constitués mais une réponse donnée à un moment particulier du processus unitaire pour la campagne régionale.

3 - Devant la demande de " réflexion " au sein du FDG, sur plusieurs points (cadre et nom de la liste, programme, fusion technique, etc.), cette proposition de discussion avec le NPA ne pouvait qu'être repoussée. Une insistance de la part du NPA aurait relevé d'une volonté grossière d'exploiter leurs divisions.

Patrick Gélos (NPA Gironde) (espérant ne pas avoir déformé les positions de chacun dans ce résumé)

Courrier envoyé aux PC, PG, GU et FASE ce samedi 26 décembre

Chers camarades,

Comme nous en avons convenu à la réunion du mercredi 23 décembre, veuillez trouver ci-dessous les trois points qui ont fait l'objet de l'ordre du jour. Ces élections ayant une portée nationale et locale, nous développons notamment les axes

programmatisques que le NPA d'Aquitaine pense être une première base d'accord pour que nous menions une campagne qui montre les choix de rupture avec la politique sociale libérale actuelle de la région. Nous souhaitons, comme nous vous l'avons demandé, avoir un positionnement clair de vos organisations sur ces propositions afin que nous puissions vérifier sur ces points la compatibilité de nos politiques pour une campagne efficace et revendicative.

A - **Cadre de campagne** - Nom de la liste Le NPA d'Aquitaine n'entre pas dans le cadre national du Front de Gauche élargi et propose la constitution d'un cadre unitaire spécifique en Aquitaine. Le NPA d'Aquitaine refuse que le nom de la liste unitaire éventuelle soit celui des listes Front de Gauche " élargies " des autres régions. Il propose comme nom possible : " Pour une Gauche de rupture en Aquitaine ".

B - Premiers axes programmatiques

1 - **Services publics Education** : Arrêt de toute subvention à la formation professionnelle privée et développement du seul service public de formation professionnelle initiale et continue / Revendication de l'arrêt des subventions publiques aux établissements scolaires privés avec réduction immédiate des subventions régionales au strict minimum légal dès aujourd'hui. Transports : gratuité totale de transports en commun publics avec financement par taxe (ou impôt spécifique) des entreprises. Santé : préservation et développement des structures de santé publique décentralisées.

2 - **Emploi Chômage / Précarité / Salaires** : 1 500 euros net minimum et 300 euros d'augmentation pour tous. La Région doit devenir un exemple de ce que doit être le salariat et la politique de l'emploi en l'appliquant aux personnels territoriaux avec augmentation des salaires, arrêt des emplois précaires et embauche statutaire correspondante.

3 - **Utilisation des fonds publics** Arrêt des subventions aux entreprises privées / Prêts conditionnés (ouverture des comptes, contrôle de l'utilisation des prêts) et cela uniquement aux PME & TPE (grands groupes exclus) / Récupération des subventions versées par le passé aux entreprises qui font des profits et licencient. Politique industrielle (reconversion des entreprises notamment dans les secteurs de l'armement et du nucléaire) avec préservation des emplois et reconversion des salariés des secteurs concernés, aide à la recherche et au développement des énergies durables et renouvelables.

4 - **Environnement** Structures régionales avec notamment : arrêt immédiat du projet LGV Aquitain avec la remise en état des voies et la mise en place du TGV pendulaire - Arrêt de la construction de l'autoroute Bordeaux Pau et du projet de grand contournement de Bordeaux - Transport du fret avec notamment le développement du ferroutage, cabotage et transport fluvial pour interdire à très court terme la traversée de la région par les camions. Relocalisation des productions (agricoles et industrielles) et des services (publics, commerciaux, culturels...)

5 - **Langues régionales** Reconnaissance par la région des langues régionales / signature par la région de la Charte européennes des Langues régionales / aides aux établissements publics pour l'apprentissage des langues régionales (occitan et basque)..

6 - **Rôle des élus** Réappropriation des décisions par les populations concernées / Contrôle et révocabilité des élus / Droit de vote aux immigrés à toutes les élections avec, en attendant la modification législative, l'organisation de scrutins régionaux tenant compte du vote des immigrés.

C - Structure des listes et fusion technique de second tour.

En tenant compte des résultats aux dernières élections européennes (première apparition du FdG et du NPA), le NPA d'Aquitaine demande une répartition des candidats et des têtes de liste dans les proportions suivantes : 60% pour le FdG " élargie " et 40% pour le NPA. Nous proposons que, la tête de liste étant laissée au FdG, nous ayons deux têtes de liste départementale dans le 33 et le 64.

Après les propos d'Alain Rousset concernant l'exclusion de tout candidat NPA lors de fusion technique éventuelle au second tour, nous demandons que la solidarité de liste soit actée par nos éventuels colistiers.

Dans l'attente de votre réponse, recevez, camarades, nos salutations unitaires et anticapitalistes.

Le Secrétariat régional du NPA d'Aquitaine

Modifié le mercredi 06 janvier 2010

Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... »



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant "un dessein contre la nature".... »



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... »



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... »



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... »



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... »